



Assemblée générale

Distr. générale
26 juin 2015
Français
Original : espagnol

Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux

Lettre datée du 15 juin 2015, adressée au Président du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par le Représentant permanent de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de la Déclaration de solidarité sur la question des îles Malvinas, communiqué par l'Asociación Cubana de las Naciones Unidas, en vous demandant de bien vouloir le faire distribuer comme document officiel du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (voir annexe).

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Rodolfo **Reyes Rodriguez**



**Annexe à la lettre datée du 15 juin 2015 adressée
au Président du Comité spécial chargé d'étudier
la situation en ce qui concerne l'application
de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance
aux pays et aux peuples coloniaux par le Représentant
permanent de Cuba auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

Déclaration de solidarité sur la question des îles Malvinas

Le groupe de travail pour l'amitié et la solidarité à l'égard de l'Argentine sur la question des îles Malvinas, placé sous l'égide de l'Asociación Cubana de las Naciones Unidas et composé de plus de 30 spécialistes, enquêteurs, militants, professeurs et personnes de bonne volonté, s'est réuni les 16 et 17 avril 2015 dans le cadre d'un atelier visant à faire le point sur la question des îles Malvinas. Il y a analysé la situation actuelle et les événements relatifs au conflit de souveraineté portant sur les îles Malvinas, les îles de Géorgie du Sud et Sandwich du Sud et les zones maritimes environnantes, et rejeté catégoriquement les déclarations faites par le Ministre britannique de la défense devant le Parlement de son pays au sujet des dépenses militaires destinées à ces îles, qui nuisent indubitablement à la recherche d'une solution pacifique, au dialogue et à la négociation, seules voies possibles pour résoudre ce différend.

Les participants à cet atelier, se référant à la proclamation faisant de l'Amérique latine et des Caraïbes une zone de paix, adoptée lors du deuxième Sommet de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes à La Havane en janvier 2014, à la résolution 2065 (XX) adoptée par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies le 16 décembre 1965 et aux plus de 40 résolutions adoptées par cette Organisation, et tenant compte de leurs objectifs de travail, à savoir défendre les buts et principes consacrés par la Charte des Nations Unies et le droit international, et promouvoir les causes justes et la solidarité entre les peuples du monde, sont convenus de ce qui suit :

1. Refuser l'existence de cette enclave coloniale sur leur continent et la présence militaire disproportionnée et injustifiable du Gouvernement britannique sur les îles et dans les zones maritimes environnantes, qui inclut le déplacement de sous-marins dotés d'une capacité nucléaire dans une zone exempte d'armes nucléaires établie par le Traité de Tlatelolco, entré en vigueur en avril 1969 et auquel le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord est partie;
2. Affirmer qu'une issue pacifique et négociée est la seule option possible pour résoudre le conflit de souveraineté qui oppose les parties et consolider le climat de paix qui règne en Amérique latine et dans les Caraïbes, conformément à la proclamation faisant de notre région une zone de paix;
3. Demander instamment au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de reprendre les négociations avec la République argentine afin de mettre un terme au conflit de souveraineté relatif aux îles Malvinas, aux îles de Géorgie du Sud et Sandwich du Sud et aux zones maritimes environnantes, conformément à la résolution 2065 (XX) adoptée par l'Assemblée générale le 16 décembre 1965;

4. Réaffirmer leur soutien indéfectible à la République argentine en ce qui concerne la recherche d'une solution pacifique au conflit de souveraineté qui l'oppose au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord concernant les îles Malvinas, les îles de Géorgie du Sud et Sandwich du Sud et les zones maritimes environnantes, conformément à la Constitution de cette nation sœur, aux principes du droit international et à la proclamation faisant de l'Amérique latine et des Caraïbes une zone de paix;

5. Demander au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de s'abstenir de toute action unilatérale contraire aux résolutions du Comité de la décolonisation des Nations Unies relatives à la question des îles Malvinas;

6. Dénoncer la décision choquante du Gouvernement britannique d'augmenter le budget militaire consacré aux îles Malvinas sous prétexte que l'Argentine constitue une menace;

7. Prier les États membres du Comité de la décolonisation de mettre à jour le texte de la résolution sur la question des îles Falkland (Malvinas) afin d'accélérer la mise en œuvre de ses dispositions et, à ce sujet, demander au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies d'user de toute urgence de ses bons offices afin que la République argentine et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord reprennent dès que possible leurs négociations sur ce thème;

8. Appeler toutes les personnes de bonne volonté à rejoindre la campagne internationale de soutien à la cause du peuple argentin concernant la question des îles Malvinas.
